

L'énergie

exemple que la production industrielle par tonne de pétrole consommé en 1978 était la suivante: en Allemagne de l'Ouest, \$1,718; au Japon, \$1,669; en Grande-Bretagne, \$1,175; au États-Unis, \$954; et au Canada, tout en bas de la liste, \$840. En d'autres termes, le Canada était deux fois moins efficace du point de vue énergétique que l'Allemagne de l'Ouest, certes en partie à cause du climat et des distances. Mais voyez comment les schémas de consommation ont changé ces dernières années alors que la différence de prix était si flagrante.

● (1550)

Depuis 1963, le rendement par unité d'énergie consommée a évolué de la façon suivante et je cite une fois encore les chiffres de la Banque Royale: Grande-Bretagne plus 25 p. 100, Japon plus 12 p. 100, Allemagne de l'Ouest plus 10 p. 100; États-Unis plus 2.3 p. 100 et Canada moins 5.3 p. 100.

Par sa politique, le gouvernement a encouragé sans le vouloir les industriels canadiens à moins rentabiliser l'énergie qu'ils consomment que leurs principaux concurrents. Aujourd'hui, les industriels sont obligés de s'adapter à ces nouvelles réalités et ce, rapidement.

Si le gouvernement ne nous propose pas de plan énergétique rationnel, l'industrie canadienne va continuer à en pâtir et à se laisser supplanter sur les marchés. Les industriels continueront à manquer de confiance et hésiteront à l'avenir à investir dans ces nouvelles industries ainsi qu'à les développer. Dans tout notre pays, des débouchés commerciaux resteront inexploités.

Qu'il me soit permis d'inviter le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) à collaborer étroitement avec son collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), à l'élaboration d'une politique et de lignes directrices qui incitent les industriels à faire le plus possible appel aux biens et services énergétiques produits dans notre pays que ce soit dans le cadre des projets géants dans les régions éloignées ou encore dans le cadre de l'exploitation des gisements conventionnels. Face à ce défi, les sociétés canadiennes se sont montrées à la fois concurrentielles et innovatrices.

Le gouvernement, grâce à des normes d'approvisionnement, pourrait donner encore plus d'ampleur à ce succès. Il ne serait pas nécessaire de procéder par sanctions. Les normes gouvernementales pourraient servir de cadre d'opération. L'un de ces ministères pourrait faire office de chambre de compensation pour assurer que les sociétés pétrolières sachent quelles compétences elles peuvent trouver au Canada.

Enfin, il faudrait établir des politiques de recherche et de développement pour aider les compagnies canadiennes à se tenir au courant des derniers progrès technologiques. Les compagnies canadiennes, pouvant ainsi occuper le premier rang sur les marchés, seraient en mesure d'exploiter l'immense marché international dans le domaine du développement énergétique.

Le Canada est immensément riche en réserves de nombreuses formes d'énergie et d'autres ressources naturelles. J'ai parlé déjà de l'importance d'allier ces deux éléments dans notre politique industrielle. Les occasions vont se multiplier à mesure que la valeur de ces ressources augmentera et qu'elles deviendront de plus en plus rares. Nous devons guetter ces occasions et prévoir les structures industrielles et les politiques qui permettront d'en profiter.

L'Australie fournit aujourd'hui l'exemple le plus spectaculaire de ce dont je parle. Ce pays envisage en effet de construire sept fonderies d'aluminium. En raison du prix élevé de

l'énergie et la rareté des approvisionnements, le Japon ferme actuellement ses fonderies d'aluminium et il entend importer dorénavant d'Australie le produit fini. La raison est très simple: c'est que l'Australie peut se procurer du charbon facilement et à bon marché, ainsi que de la bauxite, qui est sa principale richesse naturelle.

D'autres occasions pourront se présenter, pas nécessairement à la même échelle, où le Canada pourra mettre à contribution les ressources énergétiques et les ressources naturelles qu'il possède en quantité pour créer des industries profitables et génératrices d'emplois. Les possibilités sont évidentes. Le secteur de l'énergie est celui qui, chez nous, se développe le plus rapidement.

Nous implorons le gouvernement d'agir avec promptitude et de montrer la voie, de façon à redonner confiance à l'industrie et à l'assurer qu'il respectera ses engagements. Le rendement du gouvernement jusqu'à maintenant a été médiocre, presque inexistant, voire parfois franchement mauvais. Cela doit changer si nous voulons créer des emplois, et faire servir les investissements, les nouvelles techniques et les exportations au profit de tous les Canadiens.

Notre avenir est fondé sur l'énergie qui peut nous unir et nous renforcer. Le gouvernement actuel a décidé de l'utiliser pour nous affaiblir, nous diviser et saper notre confiance. Pour renforcer et préserver notre pays, il est absolument indispensable que le gouvernement se hâte d'élaborer une politique générale énergétique, afin de saisir les occasions d'accroître notre expansion économique et de protéger le Canada, notamment l'Ontario et les provinces de l'Est, contre la menace accrue à laquelle il fait face dans le domaine de l'énergie.

Des voix: Bravo.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je me fais aujourd'hui le porte-parole du Nouveau parti démocratique, durant le débat sur cette motion. Tandis que j'écoutais l'honorable député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), j'ai éprouvé l'horrible sentiment d'avoir déjà participé à ce débat. En consultant le *hansard*, je me suis rendu compte qu'en effet, nous avons débattu la question le 8 juillet 1980. Je crois que le député qui m'a précédé a dit que nous avions discuté une motion portant à peu près sur le même sujet un jour réservé au parti conservateur. J'expédierai au député un exemplaire du discours que j'ai fait le 8 juillet. Nous constaterons tous en examinant ce débat que rien n'a vraiment changé dans l'intervalle. Comme le député de Calgary l'a signalé, rien ne s'est produit, la situation s'est aggravée. C'est vrai.

Nous n'avons aucune politique énergétique au Canada et il ne semble y en avoir aucune en perspective. Il n'y a aucune politique énergétique depuis des mois et le Canada s'en ressent. Le ministre peut s'en rendre compte en s'adressant au comité des ressources nationales et des travaux publics au sein duquel siègent des représentants de tous les partis. Ce comité de la Chambre, dont je suis membre avec certains de mes collègues, a étudié sur place l'exploitation des sables bitumineux et s'est rendu à Washington l'été dernier. Nous avons vu des secteurs où une politique énergétique serait certes nécessaire.

Je veux exposer aujourd'hui quelques-unes de nos préoccupations et de nos idées en ce qui concerne une véritable politique énergétique pour le Canada. Plus tard au cours de ce débat, mon collègue, le député de Winnipeg-Birds Hill, abor-